

Dominique Glaymann¹

*Richesses potentielles des approches interdisciplinaires et
interculturelles pour questionner et analyser la mondialisation*

Connaître, c'est, dans une boucle ininterrompue, séparer pour analyser, et relier pour synthétiser ou complexifier. La prévalence disciplinaire, séparatrice, nous fait perdre l'aptitude à relier, l'aptitude à contextualiser, c'est-à-dire à situer une information ou un savoir dans son contexte.

(E. Morin, *Enseigner à vivre*, Actes Sud, 2014, p. 76)

ABSTRACT

L'étude des faits sociaux, économiques, politiques et culturels se heurte souvent, en particulier en France, à un fractionnement disciplinaire qui segmente et appauvrit la compréhension de réalités qui sont complexes et multidimensionnelles. La réalité que forme le processus de mondialisation constitue un phénomène dont il paraît peu plausible d'analyser et de saisir la complexité sans franchir les frontières tant disciplinaires que nationales. En traitant de l'ancienneté de la mondialisation, de ses dimensions multiples, de ses origines et de ses évolutions prévisibles, nous souhaitons dans ce texte montrer l'intérêt et la fécondité des approches pluridisciplinaires et pluriculturelles, sans pour autant méconnaître les difficultés de ces démarches.

MOTS-CLÉS : Mondialisation, Interdisciplinarité, Interculturalisme, Complexité

The study of social, economic, political and cultural facts often conflicts, especially in France with a disciplinary splitting, that divides and impoverishes the understanding of realities which are complex and multidimensional. The process of globalization in itself constitutes a phenomenon whose complexity is very unlikely to be analysed and handled without having to cross the limits of disciplines and nations. This text deals with the age of globalization, its numerous dimensions, its origin and its foreseeable evolutions. We intend to demonstrate the interest and fecundity of approaches that are multidisciplinary and multicultural without overlooking the difficulties of these perspectives.

KEYWORDS : Globalization, Interdisciplinarity, Interculturalism, Complexity

Depuis les années 1990, les débats économiques et politiques abordent presque toujours la mondialisation en la présentant explicitement ou non comme un phénomène nouveau, irréversible et imposant ses contraintes aux

¹ Sociologue, Centre Pierre Naville, Université d'Evry, Univ. Paris-Saclay. E-mail : <dominique.glaymann@univ-evry.fr>. Site internet : <www.dominique-glaymann.com>.

États, aux entreprises, aux citoyens, aux salariés et aux consommateurs. Le plus souvent, le sens de ce terme reste énigmatique : « si le phénomène déchaîne la polémique, provoque des manifestations de masse et des affrontements brutaux, il n'est jamais défini de façon précise. La question : "Finalement, qu'est-ce que c'est la mondialisation ?" n'est jamais posée² ». Longtemps, chacun s'est trouvé sommé de se prononcer *pour* ou *contre* la mondialisation, avant que la succession de crises sociales, économiques, financières, monétaires, politiques, militaires et écologiques ne conduise à des questionnements plus subtils sur les limites à fixer et les façons de réguler une réalité incontournable.

Comment dépasser une représentation schématique et unilatérale qui nuit aux réflexions afin de clarifier les enjeux et questions majeurs que posent la nature, l'origine, les conséquences et les évolutions de la mondialisation. Avec quels concepts, quels outils, quelles lunettes ?

Nous défendons la richesse d'approches interdisciplinaires et interculturelles compte tenu de la nature et des implications du phénomène. Nous abordons ici la mondialisation comme un processus ancien en référence à différentes analyses, notamment celles de Fernand Braudel³, qui tend dans sa phase actuelle au dépassement du cadre et des frontières nationaux pour une part croissante des activités tant sociales et culturelles qu'économiques et politiques. Nous écartons le classement réducteur d'approches disciplinaires spécifiques et séparées qui empêchent de comprendre le(s) système(s)-monde(s)⁴. La dynamique de la mondialisation implique, accompagne et se nourrit d'un affaiblissement des États-nations, de leur souveraineté et de leurs frontières⁵, parallèlement à la montée en puissance d'acteurs dont la nature et l'identité n'ont ni une essence nationale, ni pour certains une dimension publique, et dont les stratégies favorisent et accélèrent cette tendance⁶. Cette conceptualisation de la mondialisation appelle une réflexion à la fois interculturelle dès lors que le processus étudié transcende et confronte les références et identités culturelles, et une analyse interdisciplinaire pour saisir les dimensions et les effets de la mondialisation sans ignorer la difficulté de s'affranchir des frontières et des « cases » de la pensée.

En première partie, nous examinerons les promesses et les obstacles des approches interdisciplinaires et interculturelles avant de tenter en seconde partie de montrer ce que de telles approches apportent pour questionner, comprendre et analyser la mondialisation.

² Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002, p. 7.

³ Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.

⁴ Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, Paris, La Découverte, 2009.

⁵ Pierre Veltz, *Des lieux et des liens*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012.

⁶ Saskia Sassen, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.

1. *Potentialités et difficultés des approches interdisciplinaires et interculturelles.*

Parler de phénomènes sociaux qui dépassent les spécificités et les différences culturelles suppose *a minima* des travaux multiculturels, et mieux interculturels, pour saisir la façon dont ils procèdent, sont vécus, ressentis et analysés « au Nord » comme « au Sud », « en Occident » comme « en Orient », d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre. L'impossibilité d'enfermer les phénomènes complexes – la mondialisation en est un cas emblématique – dans les limites d'une seule discipline invite à se tourner vers une logique pluridisciplinaire, et même à opter pour une interdisciplinarité assumée. S'affranchir des frontières disciplinaires constitue en soi une démarche interculturelle car les disciplines scientifiques ont chacune leurs codes, leurs normes, voire leurs valeurs, c'est-à-dire leur « culture » au sens sociologique du terme.

Bien entendu, l'approche interculturelle ne se limite pas à l'interdisciplinarité, mais nous invitons le lecteur à garder en tête cette interculturalité de l'approche interdisciplinaire que nous ne rappellerons pas au fil des pages pour éviter d'alourdir la lecture.

Dépasser les frontières culturelles et disciplinaires

L'étude des phénomènes sociaux, économiques, politiques ou culturels risque souvent le piège des visions ethnocentrées et des fractionnements disciplinaires qui appauvrissent la compréhension de réalités complexes, c'est-à-dire multiples et compliquées⁷. Ce travers est particulièrement marqué en France, en lien avec l'histoire de la structuration des disciplines et de l'organisation compartimentée des universités et des organismes scientifiques⁸. Ce fractionnement est accentué par l'organisation des carrières comme par les modalités de valorisation des travaux par les différentes institutions, même lorsqu'elles appellent paradoxalement les chercheurs à développer des travaux pluri ou interdisciplinaires. Pourtant, lorsqu'on le tente, le croisement d'approches et de regards disciplinaires diversifiés offre souvent une richesse des questionnements comme des analyses⁹.

Le franchissement des frontières que suppose l'interdisciplinarité traduit un choix scientifique, épistémologique et méthodologique allant au-delà d'une pluridisciplinarité déjà féconde pour améliorer la capacité à questionner,

⁷ Boris Cyrulnik, « Rien n'est plus simple qu'une pensée complexe », *Hermès, La Revue*, vol. 60, n° 2, 2011, p. 39-42.

⁸ Emmanuelle Picard, « Disciplines académiques et cadre institutionnel : réflexions autour du cas français », dans Balz Engler, *Disziplin/discipline. 28 Kolloquium der Schweizerischen Akademie der Geistes und Sozialwissenschaften*, (halshs-01080151), 2014, <<https://core.ac.uk/download/pdf/52302561.pdf>>, consulté le 10 octobre 2018.

⁹ Dominique Glaymann et Yves Palau (Coord.), « L'interdisciplinarité dans les études du politique », Dossier, dans *Studia Ubb. Europaea*, LXIII, 2, 2019, p. 7-200.

problématiser, étudier, analyser et interpréter les objets sociaux. Les importantes questions environnementales et sanitaires liées à la mondialisation montrent en outre la nocivité de la coupure traditionnelle entre sciences humaines et sociales et sciences dures ou « exactes ». Les réflexions sur l'anthropocène¹⁰ montrent parmi beaucoup d'autres l'intérêt de s'en affranchir.

La possibilité et la fécondité de refuser les fractionnements entre spécialités sont illustrées par les recherches menées dans des disciplines interdisciplinaires « par nature », comme par exemple les sciences de l'éducation (dont les sources puisent au moins en psychologie, en sociologie et en philosophie) ou les relations internationales (liées à la fois à la géopolitique, au droit et à la sociologie). La diffusion de travaux menés dans ces disciplines « composites » et la reconnaissance dont jouissent leurs auteurs montrent que le dépassement des cadres habituels de la pensée n'est pas forcément un obstacle infranchissable à la reconnaissance de la qualité scientifique, ni à la visibilité et à la carrière des chercheurs. Allant au-delà, certains auteurs souvent qualifiés d'inclassables, tel Edgar Morin, prônent une « pensée complexe¹¹ ».

Aux sérieuses difficultés théoriques et méthodologiques pour monter des enquêtes et construire des analyses relevant de tels « métissages disciplinaires » s'ajoutent des obstacles institutionnels, ce qui explique sans doute la relative rareté des tentatives individuelles. Un peu moins rares sont les tentatives de travail interdisciplinaire menées par des collectifs de chercheurs au sein d'équipes pluridisciplinaires ou sur la base de regroupements opérés pour un projet de recherche particulier.

Nous retiendrons quatre des nombreuses promesses de l'interdisciplinarité car celles-ci nous paraissent essentielles en général, et en particulier pour étudier la mondialisation.

Quatre promesses majeures de l'interdisciplinarité

Le premier atout d'une approche interdisciplinaire est d'opérer une rupture avec le fractionnement des savoirs disciplinaires. On peut ainsi aborder la mondialisation en mêlant (au moins) les apports et outils de l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, le droit et la sociologie, mais aussi en mobilisant l'anthropologie et la démographie, la philosophie et la sémiologie, la biologie et la climatologie. Aucune de ces disciplines ne peut à elle seule rendre compte de la profondeur du processus de mondialisation, de ses origines, de ses réalités, de ses conséquences et de ses prolongements envisageables, mais toutes peuvent très utilement y contribuer.

Un deuxième grand intérêt d'une approche interdisciplinaire est d'aider à aborder la complexité des réalités et des phénomènes sociaux en s'appuyant à

¹⁰ Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène : la Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013.

¹¹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Seuil, 1990.

la fois sur l'expertise et les outils de différentes disciplines et sur l'enrichissement que permet leur dépassement. Ces deux entrées – expertises pointues et dialogue entre disciplines – se complètent pour aider à repérer les faits majeurs, identifier les déterminants et les logiques d'action des acteurs sociaux (politiques et économiques, privés et publics, nationaux, internationaux et transnationaux), mesurer les effets immédiats et durables, rechercher les causalités et les implications, scruter les imbrications et les transformations structurelles, identifier les gagnants et les perdants, confronter les analyses et les évaluations, interroger le devenir de la mondialisation en imaginant des *scenarii* alternatifs.

Un troisième attrait toujours utile en science sociale, et central dans le cas qui nous intéresse, est l'apport de l'interdisciplinarité pour tenter d'éviter l'ethnocentrisme des regards et des analyses. Nous pensons en particulier ici à l'ethnocentrisme de l'approche économique qui tend souvent à réduire la mondialisation à un phénomène « purement » économique (si tant est que cela ait un sens) compte tenu de l'importance effectivement occupée par la multiplication des échanges commerciaux et financiers et les grands acteurs économiques dans la phase actuelle du processus, au risque d'oublier ses dimensions sociales, culturelles et politiques. Il s'agit ensuite du risque d'occidentalocentrisme dans l'approche de faits qui concernent l'humanité dans son ensemble, avec des aspects particuliers selon les aires socioculturelles et géopolitiques. Le travail de l'équipe coordonnée par Patrick Boucheron a montré combien la connaissance de réalités nationales, comme « l'Histoire de France », gagnait aussi à une approche « mondiale¹² ».

Enfin, l'interdisciplinaire et l'interculturel favorisent le travail collectif car seules des équipes peuvent réellement confronter et dépasser des entrées monodisciplinaires et monoculturelles. Les échanges, les désaccords, les surprises, les critiques, les apports d'un travail collectif qui suppose non seulement de l'écoute et du respect mutuels mais aussi du temps d'apprentissage, puis de travail prolongé sont une richesse sur laquelle on ne s'étendra pas davantage.

Les potentiels sont donc riches et multiples, pour autant les difficultés de l'interdisciplinarité ne doivent pas être masquées. Nous en détaillerons trois.

Trois obstacles substantiels porteurs d'exigences et de risques

La première exigence pour qui s'engage dans des approches interdisciplinaires est l'importance de maîtriser les théories auxquelles il se réfère et les méthodes qu'il entend mobiliser, à commencer par celles de sa discipline de rattachement. La solidité dans sa discipline d'origine paraît aussi indispensable que celle de l'encordement d'alpinistes se lançant à l'assaut de nouveaux sommets si l'on ose la comparaison. Le risque est sinon qu'une

¹² Patrick Boucheron, *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017.

prétendue interdisciplinarité prenne la forme d'un galimatias sans saveur et sans rigueur qui, loin de démêler la complexité, ajouterait des obstacles à la compréhension des objets étudiés.

Un deuxième obstacle renvoie aux difficultés intellectuelles que présente le maniement de concepts toujours ardu à définir, à comprendre et à utiliser, surtout quand ils sont polysémiques et ont un sens ou une connotation variables selon les disciplines. Il est souvent malaisé de comprendre les termes employés par les chercheurs d'autres disciplines et de s'entendre sur les mots que l'on devra utiliser ensemble. Cela impose une précaution consistant à clarifier le sens et la portée des notions, concepts et autres mots savants employés. Nous avons ainsi vécu l'expérience de longs mois d'échanges entre juristes, sociologues, politistes, gestionnaires et philosophes autour du concept de norme qui semblait *a priori* évident pour chacun mais qui ne l'était plus quand on visait une approche commune. Ce fut passionnant mais tout sauf simple.

Le dernier obstacle est le plus facile à noter, mais pas forcément à surmonter puisqu'il s'agit de bousculer, dépasser, transcender les frontières disciplinaires, institutionnelles, culturelles, nationales, en faisant face à une série de problèmes scientifiques, organisationnels, logistiques... À cet égard, nous voulons saluer et remercier les organisatrices du séminaire *Interculture : analyses, défis et proposition à échelle globale. Contributions, réseaux, spécificités de contexte de langue française* réuni à l'université Roma Tre en novembre 2018 où est né ce projet de publication, ainsi que les animatrices du réseau RUIPI qui permettent à ce type de travail d'exister.

Après avoir traité des avantages et difficultés de mener des recherches interdisciplinaires, nous proposons d'illustrer l'utilité et la fécondité de cette approche au regard de la mondialisation.

2. L'interdisciplinarité et l'interculturel pour questionner et analyser la mondialisation.

Nous aborderons l'historicité de la mondialisation et analyserons les caractéristiques et composantes de sa phase actuelle avant de poser quelques hypothèses sur son devenir.

La mondialisation, un processus de longue durée

Aborder la mondialisation, c'est parler tant des flux commerciaux qui traversent les frontières nationales que des réseaux sociaux qui les ignorent, des délocalisations d'emploi qui mettent les États, les territoires et les salariés en concurrence à travers le monde que de la *world culture* qui mixte des traditions musicales, alimentaires ou vestimentaires, des mouvements financiers dérégulés à l'origine de crises systémiques que des voyages touristiques plus massifs que

jamais, de la puissance et de la stratégie des firmes multinationales que de l'action des organisations intergouvernementales et des ONG, des crises sanitaires¹³, climatiques ou sécuritaires qui secouent le monde que de l'universalisation de certaines valeurs.

Parler de la mondialisation, c'est évoquer aussi le poids déclinant des États-nations et leurs responsabilités face aux enjeux à échelle globale tels que la paix, la pauvreté, la santé ou le climat. On peut encore l'aborder en énumérant quelques-uns de ses emblèmes : Internet, les réseaux sociaux et les grands opérateurs de téléphonie mobile, Google, Amazon, Bayer-Monsanto, Wal Mart ou Renault-Nissan, les paradis fiscaux et les fonds de placement rapaces, les sommets de Davos et les mouvements altermondialistes, l'OMC et Amnesty international...

Objet médiatique de premier plan depuis les années 1990, la mondialisation, symbole du (néo)libéralisme fait figure de fléau ou de solution¹⁴ tant elle est mise en avant pour justifier ou dénoncer, notamment en France, les politiques économiques et sociales nationales ou européennes. Au-delà des représentations et des effets médiatiques, le terme mondialisation, traduction de l'anglais *globalization*, désigne le changement d'échelle de différentes pratiques et de réalités¹⁵ et qualifie le nouveau cadre socio-économico-politique¹⁶ qui a émergé au dernier tiers du xx^e siècle. Depuis, un nombre croissant d'enjeux sont problématisés à l'échelle de la Terre-patrie¹⁷, qu'il s'agisse des échanges commerciaux, des flux financiers, des mouvements migratoires, mais aussi des questions d'écologie, de fiscalité, d'emploi, de santé...

Si des événements essentiels se sont produits dans le dernier tiers du xx^e siècle (création de l'OMC, déréglementation financière, retrait massif de l'État dans les pays riches à commencer par le Royaume-Uni de Margaret Thatcher et les États-Unis de Ronald Reagan¹⁸, numérisation et « internetisation » du monde, essor de réseaux sociaux mondiaux, chute du Mur de Berlin et domination hégémonique du capitalisme, creusement des inégalités à l'intérieur de la quasi-totalité des pays¹⁹, émergence de nouvelles puissances économiques « du Sud²⁰ » et notamment de la Chine, création de l'Euro et élargissement de l'Union européenne), ces faits ne sont pas des phénomènes spontanés. Après celles qui l'ont précédée, cette phase de la mondialisation

¹³ La pandémie de covid-19 intervenue après la rédaction de ce texte donne une confirmation (dont on se serait évidemment bien passé) de la réalité de cet aspect de la mondialisation.

¹⁴ Romain Lecler, *Sociologie de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2013.

¹⁵ Charles-Albert Michalet, *Mondialisation, la grande rupture*, Paris, La Découverte, 2009.

¹⁶ Christian Grataloup, *Geobistoire de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.

¹⁷ Edgar Morin et Anne Brigitte Kern, *Terre-patrie*, Paris, Seuil, 1993.

¹⁸ Gabriel Zucman, *La richesse cachée des nations*, Paris, Seuil, 2013.

¹⁹ Thomas Piketty, *Le capital au xx^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

²⁰ Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde*, Paris, La Découverte, 2018.

s'inscrit dans un prolongement historique fait de continuités et de ruptures.

Même si sa visibilité sous cette appellation est récente, nous définissons la mondialisation comme un processus ancien et évolutif²¹ qui tend et a toujours poussé au dépassement du cadre national et des frontières (depuis qu'ils existent) pour une part croissante d'activités sociales. Les actes qualifiés d'économiques – la production, les échanges, la consommation et leur financement – y occupent une place majeure et très visible²². Mais ce processus concerne aussi les échanges et mélanges socioculturels liés au commerce en contribuant par exemple à la transformation des goûts et pratiques alimentaires²³, aux migrations²⁴ ou au tourisme²⁵, sans parler de la formation des empires coloniaux, forme différente et ancienne mais non moins réelle de mondialisation ou du poids des grandes institutions internationales nées au siècle dernier.

Dominée par les États-nations les plus puissants, la mondialisation a longtemps pris la forme d'une internationalisation dans laquelle ces acteurs étaient une force agissante puissante et qui gagnait en puissance (politique, militaire, territoriale, économique) au gré de l'évolution. Les grandes puissances occidentales ont joué un rôle majeur dans la phase de mondialisation inaugurée par les grands voyages et les Découvertes, poursuivie par la colonisation et le partage du monde qu'elles ont opéré entre elles, au bénéfice des autorités étatiques et des acteurs économiques les plus forts (entreprises industrielles, commerciales et bancaires) dans le cadre d'un monde westphalien²⁶ aux contours évolutifs. L'équilibre entre États d'une part, entre acteurs publics et privés d'autre part, entre acteurs nationaux et a-nationaux enfin a toujours été passager et fluctuant. La mondialisation a connu des phases d'accélération (par exemple des années 1880 à 1914), des coups d'arrêt et des phases de reflux (comme entre le déclenchement de la Ière Guerre mondiale en 1914 et les suites de la Conférence de Bretton Woods qui prépare dès juillet 1944 un après-guerre explicitement libre-échangiste).

Dans sa phase actuelle, dont on peut probablement dater le début au courant des années 1980, la mondialisation tend à réduire l'autonomie et le pouvoir des États-nations en général et des États-nations occidentaux en premier lieu, au profit de nouveaux acteurs dont l'identité et l'activité ne sont pas (ou plus) essentiellement ancrées dans un territoire national, ni dans une logique étatique, même si les États puissants continuent de jouer un rôle très

²¹ Myriame Morel-Deledalle (dir.), *Connectivités. Cités, villes, mégapoles en Méditerranée*, Marseille, Éditions du Mucem, 2017.

²² Jacques Adda, *La mondialisation de l'économie*, Paris, La Découverte, 2012.

²³ Christian Grataloup, *Le monde dans nos tasses. Trois siècles de petit-déjeuner*, Paris, Armand Colin, 2017.

²⁴ François Héran, *Migrations et sociétés*, Paris, Collège de France / Fayard, 2018.

²⁵ Saskia Cousin et Bertrand Réau, *Sociologie du tourisme*, Paris, La Découverte, 2016.

²⁶ Bertrand Badie, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014.

important. Non seulement les frontières nationales sont de plus en plus souvent et rapidement franchies par différents flux (matériels, immatériels, financiers, informationnels et humains), mais elles sont de plus en plus transgressées et ignorées. Si l'État, acteur public exerçant sa souveraineté sur un territoire limité par des frontières nationales, est concurrencé, si ses prérogatives sont affaiblies, il n'a pas disparu, et rien ne permet de dire qu'il soit inéluctablement appelé à disparaître. Le cas de la Chine, acteur devenu majeur, illustre le poids encore déterminant de l'État. Le global et le local demeurent deux échelles majeures même si l'importance de la première a crû au détriment de la seconde. On parle ainsi parfois de « glocalisation » pour souligner l'importance et l'imbrication de ces deux dimensions.

On peut aujourd'hui se demander si un nouveau coup de frein, voire un recul de la mondialisation n'est pas en cours compte tenu de la multiplication de pouvoirs politiques nationaux jaloux de leur autorité et tentés par un repli protectionniste²⁷, tels ceux – et la liste n'est ni exhaustive, ni probablement terminée – d'Orban, Erdogan, Modi, Trump et Bolsonaro, sans oublier le choix du Brexit par les électeurs britanniques en 2016. Enfantés par la mondialisation, ces politiques illustrent les problèmes que pose aujourd'hui ce processus dont les changements qu'il a provoqués « n'ont pas libéré les individus²⁸ ».

Les dimensions multiples de la phase actuelle de la mondialisation

Concernant une très large gamme de faits et affectant tous les acteurs sociaux à travers le monde, la mondialisation peut être regardée comme un « fait social total » selon la formule de Marcel Mauss²⁹. On se limitera à aborder quatre composantes majeures que constituent l'explosion du commerce international, la transnationalisation de la production, la globalisation financière et l'homogénéisation culturelle en tentant de relier les dimensions historiques, géopolitiques, économiques, sociologiques, juridiques, environnementales qui sont interconnectées. Cette approche vise à saisir les phénomènes, mécanismes, stratégies et leurs impacts multiples et entremêlés (sur l'emploi, la consommation, la démocratie, le climat, la santé, les modes de vie et sa qualité, etc.). Nul habitant de la terre (qui respire, consomme, travaille, lit, se connecte ...) n'échappe au « coût de la mondialisation³⁰ » alors que tous n'en tirent pas bénéfice.

Les échanges commerciaux ont nettement crû sous l'effet de choix politiques, de règles juridiques, de pratiques commerciales et d'évolutions techniques. Des premiers accords du GATT signés en 1947 aux arbitrages de

²⁷ Philippe Moreau-Defarges, *La tentation du repli*, Paris, Odile Jacob, 2018.

²⁸ Richard Sennett, *La culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 19.

²⁹ Marcel Mauss, *Essai sur le don* [1925], Paris, PUF, 2012.

³⁰ Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Fayard / Pluriel, 2011.

l'OMC (créée en 1995), les 70 dernières années ont vu un net recul du protectionnisme au profit du libre-échange. Les très fortes réductions des taxes douanières, la mise à l'index des quotas limitant les importations, la multiplication d'accords régionaux et transrégionaux qui ont concrétisé cette orientation libre-échangiste ont favorisé une véritable explosion des flux commerciaux (leur valeur a été multipliée par 17 de 1950 à 1995, période d'existence du GATT) également dopés par le recours aux porte-conteneurs pour les marchandises³¹, à l'essor de l'aviation *low cost* pour le tourisme et aux NTIC pour nombre de services. Des biens et de services de plus en plus variés sont échangés entre des pays aux frontières de plus en plus poreuses, même si les barrières commerciales et le protectionnisme n'ont pas disparu (et tendent même à réapparaître dans les dernières années). Si le commerce est de plus en plus mondial (nombre de marchés fonctionnent désormais à cette échelle), il reste très inégalitaire en étant dominé par quelques poids lourds anciens (USA, UE et Japon) ou nouveaux (pays émergents d'Asie ou d'Amérique du Sud) à côté desquels les autres pays n'ont qu'un impact mineur. Le commerce international polarisé autour des trois zones majeures (Europe occidentale, Amérique du Nord et Asie) prend en outre la forme d'un commerce intra-firmes faits d'échanges que réalisent entre elles les entités des groupes multinationaux industriels, commerciaux³² et financiers.

Dans le même temps, la mondialisation a tout à la fois favorisé et été accélérée par une profonde mutation des conditions de production et du fonctionnement des entreprises, en particulier avec le poids de plus en plus important des firmes multinationales. Celles-ci organisent une décomposition internationale des processus productifs en segmentant la production en étapes successives et en localisant les différentes opérations à travers le monde sur les différents territoires où elles trouvent un avantage (matières premières à proximité, main-d'œuvre bon marché pour le travail non ou peu qualifié, travailleurs très qualifiés pour la recherche-développement et le dépôt de brevets, infrastructures de transport de qualité, « facilités fiscales » où faire apparaître les bénéfices en évitant les impôts...). L'expansion des multinationales passe par des investissements directs à l'étranger et des fusions acquisitions transnationales de plus en plus fréquents et massifs qui permettent de créer des filiales, de racheter ou prendre des participations dans des entreprises existantes, de contrôler des réseaux de distribution et d'accéder aux marchés locaux. Ces opérations accélèrent la concentration des marchés et favorisent le pouvoir de grands groupes industriels et / ou bancaires et de fonds de pension en position d'oligopoles pour qui les frontières nationales ne sont plus des contraintes majeures. Nombreux sont désormais les salariés dont l'emploi, le revenu, la retraite dépendent de décisions prises à l'autre bout du

³¹ Marc Levinson, *The Box. Comment le conteneur a changé le monde*, Paris, Max Milo, 2011.

³² Nelson Lichtenstein et Susan Strasser, *Wal-Mart l'entreprise-monde*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.

monde par des employeurs ou des financiers qu'ils ne connaîtront jamais. Nombreux aussi sont les territoires et les pouvoirs publics dont les choix font l'objet de pressions – voire de chantage – pour obtenir des aides à l'implantation, des subventions aux investissements et des avantages fiscaux. Les effets concernent tant le travail que la consommation, la fiscalité que l'environnement, la protection sociale que la démocratie.

La crise financière née aux États-Unis en 2007 avant de se propager à travers le monde a au moins eu le mérite de rendre visibles les risques liés à la partie financière de la mondialisation. Un mouvement massif de déréglementation a été impulsé au cours des années 1970, en appliquant les mesures de libéralisation prônées par les économistes ultralibéraux (les monétaristes de l'École de Chicago en particulier) et mises en musique dans le cadre du consensus de Washington (entre le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain) qui « a préconisé la libéralisation des marchés financiers sans avoir la moindre preuve qu'elle stimulait la croissance économique³³ ». Cette orientation choisie par les États les plus riches a accouché d'un système monétaire et financier globalisé au sein duquel s'organisent les crédits et le financement des entreprises comme des dettes publiques, dans le cadre d'une jungle fort peu règlementée que dominent d'immenses acteurs et groupes financiers (banques, fonds de pension et autres investisseurs privés). Il y règne la spéculation et une opacité qui favorisent d'autant plus l'évasion fiscale (baptisée « optimisation » par ceux qui ont trouvé à y faire fortune), le blanchiment et la corruption qu'un pouvoir immense s'est concentré au niveau des propriétaires et actionnaires de quelques groupes économique-financiers mondiaux plus puissants que les dirigeants politiques : « les structures de pouvoir effectives sont exercées aujourd'hui par ces compagnies transnationales, le pouvoir des nations souveraines étant désormais limité à la part que celles-ci sont encore disposées à leur déléguer³⁴ ». Réfutant toute dérive complotiste, Paul Jorion appuie cette affirmation sur diverses études, notamment celle d'une équipe de l'Institut Polytechnique de Zurich intitulée « *The network of global corporate control* » (en français, « le réseau de contrôle global des entreprises ») selon laquelle, au début des années 2010, « 737 détenteurs prépondérants cumulent 80 % du contrôle sur la valeur de toutes les compagnies transnationales³⁵ ».

La phase actuelle de la mondialisation revêt aussi une dimension socioculturelle à travers la tendance à l'homogénéisation des systèmes de valeurs et des modes de vie³⁶ qui est notamment véhiculée et concrétisée par l'imposition de normes de consommation, d'un modèle de développement

³³ Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 47.

³⁴ Paul Jorion, *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, Paris, Fayard, 2016, p. 119-120.

³⁵ Stefania Vitali, James Glattfelder et Stefano Battiston, « The network of global control », *PLoS ONE*, 2011, p. 6, <<http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0025995>>, consulté le 10 octobre 2018.

³⁶ Armand Mattelart, *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte, 2017.

supposé sans alternative. Le dernier demi-siècle a ainsi été marqué par une monétarisation (voire une dollarisation) de l'ensemble des sociétés, par la domination de groupes de médias véhiculant des modèles sociaux confortant l'emprise idéologique du productivisme, du consumérisme, du court-termisme, du technicisme et de l'individualisme. La disparition de langues anciennes, l'uniformisation des pratiques alimentaires et vestimentaires constituent des menaces d'ethnocide même si les particularités socioculturelles demeurent et font l'objet d'affirmations identitaires aux formes et au contenu très variés. La tendance à l'homogénéisation notamment véhiculée par les « super riches » mais aussi par les classes moyennes supérieures qui en sont à la fois les bénéficiaires – comme le montre le célèbre graphique de l'éléphant de Milanovic³⁷ – et les porte-drapeaux est paradoxalement parallèle à un creusement des inégalités au sein des sociétés nationales³⁸, ce qui alimente diverses réactions y compris les plus violentes³⁹. La dimension culturelle de la mondialisation est aussi concrétisée par le poids des ONG et de différents mouvements d'opinion (y compris altermondialistes) faisant émerger des formes de citoyenneté globale qui contribuent à travailler à d'éventuelles issues à l'actuel « âge de la régression⁴⁰ ».

Cet ensemble de mutations socio-économico-juridico-politiques a été facilité et accéléré⁴¹ par des innovations techniques au niveau des transports, des communications, des techniques de production, des circulations financières (notamment avec l'invention du « *trading* à haute fréquence⁴² »), ou des pratiques de consommation. Les « nouvelles » technologies de l'information et de la communication ont contribué à intensifier la mondialisation qui a elle-même alimenté les recherches et innovations et « la globalisation numérique⁴³ » à laquelle nul n'échappe (à la maison, au travail, dans la ville ou dans les services publics, pour ne prendre que quelques exemples).

D'où est née cette dynamique et sur quoi peut-elle déboucher ?

D'où vient et où mène la mondialisation ?

Si la mondialisation ne résulte pas d'un plan organisé par quelques marionnettistes tout puissants imposant leurs volontés et leurs choix au reste de l'humanité, sa forme et son intensité renvoient néanmoins à un ensemble de décisions prises par des acteurs. Ce sont les États (ou plus exactement une

³⁷ Branko Milanovic, *Inégalités mondiales*, Paris, La Découverte, 2019.

³⁸ François Bourguignon, *La mondialisation de l'inégalité*, Paris, Seuil, 2012.

³⁹ Arjun Appadurai, *Géographie de la colère : la violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2009.

⁴⁰ Collectif, *L'âge de la régression*, Paris, Premier parallèle, 2017.

⁴¹ Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

⁴² François Morin, *L'hydre mondiale*, Montréal, Lux, 2015.

⁴³ Pierre-Noël Giraud, *La mondialisation. Émergences et fragmentations*, Auxerre, Éd. Sciences humaines, 2008, p. 33.

partie d'entre eux) qui ont passé des accords (comme ceux du GATT), créé des institutions (le FMI ou l'OMC) et choisi la déréglementation (au risque de réduire ainsi leurs propres prérogatives), des acteurs publics internationaux qui ont édicté (ou supprimé) des règles facilitant notamment l'essor des flux commerciaux ou financiers, des acteurs privés qui ont agi et fait pression pour servir leurs intérêts. Les transformations structurelles qui en sont issues ont en retour généré des effets d'intensification du processus de mondialisation. Derrière ces éléments, nous posons l'hypothèse qu'existent deux sources fondamentales :

- d'une part, la nature et le fonctionnement du capitalisme constituent un puissant moteur poussant au dépassement des frontières qui limitent son essor (même s'il a su s'en accommoder) et à la réduction ou la réorientation de l'intervention publique qui atteint la toute-puissance du marché (comme le plaident les inspirateurs du néolibéralisme) ;
- une source anthropologique nous semble d'autre part expliquer le succès voire l'attractivité de la globalisation, l'espèce humaine a toujours pratiqué des échanges et des déplacements qui furent et sont des moyens de sa survie (en variant les ressources) et de son développement (en l'enrichissant, pas seulement au sens économique et financier).

Ni fait immanent, ni complot caché, la mondialisation est une dynamique évoluant sous l'effet de jeux d'acteurs et de rapports de force qui font des gagnants et des perdants, avec des facteurs favorables qui poussent dans ce sens et des effets pervers qui conduisent à la freiner, voire à s'y opposer. Où tout cela mène-t-il le monde et ceux qui l'habitent ? Quelle condition de l'homme (post) moderne pour paraphraser Hannah Arendt⁴⁴ en sortira ?

Sans prétendre pouvoir répondre à une telle question, nous soumettons à la discussion trois *scenarii* possibles : une globalisation « totale », un regain de puissance des nations ou une réorganisation autour de pôles régionaux.

La première hypothèse est celle d'une poursuite des tendances actuelles allant au bout de la globalisation. Les frontières seraient abolies, la souveraineté nationale abandonnée et les États dissous. Si l'on peine à imaginer le remplacement de la mosaïque des sociétés nationales par une société globale s'en remettant à des institutions qui gèreraient une humanité sans frontières, on peut observer qu'existent déjà des organisations (l'OMC, l'OMS, le FMI) pouvant jouer un tel rôle et qu'une partie de la population se reconnaît dans des formes de *world culture*. Si comme l'écrivait Ernest Renan en 1882, « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront⁴⁵ », il reste que ce scénario interroge la légitimité d'une gouvernance par des institutions éloignées des populations et des territoires, pas toujours dirigées par des élus, au regard des mécanismes politiques connus et des règles démocratiques en cours, mais l'avenir sera-t-il celui d'une démocratie

⁴⁴ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne* [1958], Paris, Pocket, 2002.

⁴⁵ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* [1887], Paris, Éd. Mille et une nuits, 1997.

renouvelée ou d'une post-démocratie (plus ou moins souhaitable) ?

À rebours de ce premier scénario, les dérives et les ratés de la mondialisation pourraient conduire à des formes brutales de reflux et de crises inter et intra nationales. Des populations se sentant bafouées se réfugieraiient alors dans des formes de nationalisme exacerbé accentuant les tendances au repli protectionniste et à l'agressivité envers les étrangers et les autres nations dont observe aujourd'hui un certain nombre de manifestations. Là encore, on imagine mal un retour à des politiques et des situations qui paraissent irrémédiablement dépassées. Rappelons pourtant que quelque chose de cet ordre a eu lieu au début du xx^e siècle où après des années d'une ouverture internationale sans précédent, les nations et le nationalisme sont revenus en force au point de déboucher sur deux guerres mondiales menées par des alliances entre les nations les plus puissantes. Si l'histoire ne se répète jamais à l'identique, peut-on pour autant ignorer ce passé ? Le monde actuel connaît de nombreuses situations locales explosives au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne ou en Extrême-Orient et des conflits latents entre les puissances mondiales que sont les États-Unis, la Chine et la Russie. Peut-on absolument écarter la possibilité que la phase actuelle de la mondialisation et l'action de différents dirigeants et tribuns débouchent sur un très mal nommé « choc des civilisations⁴⁶ » ou des nations ?

Entre les deux voies précédentes, l'échelle régionale pourrait constituer une autre issue. La réponse aux crises multiples (financières, climatiques, migratoires) et aux inégalités massives en partie liées à une mondialisation insuffisamment régulée ne serait alors ni une course en avant vers le tout global ni un retour aux nations, mais une gouvernance intra et inter régionale, dont l'Union européenne malgré toutes ses imperfections pourrait être une sorte de préfiguration. Un tel cadre permettrait de prendre en compte les différences culturelles, les spécificités sociétales, l'ancrage de la citoyenneté et du lien social dans une proximité différente de celle des anciens États-nations tout en évitant un système global faisant fi de toute réalité locale.

Ces quelques réflexions prospectives confirment à leur tour l'utilité de recourir à des approches complexes, interculturelles et interdisciplinaires, si l'on veut avoir quelque chance de construire une analyse et de produire des hypothèses un tant soit peu étayées et solides. Ce propos conclusif est modestement avancé pour ouvrir des portes et des pistes sur ce qui reste un chantier de recherche aussi passionnant que complexe.

BIBLIOGRAPHIE

Adda, Jacques, *La mondialisation de l'économie*, Paris, La Découverte, 2012.
Appadurai, Arjun, *Géographie de la colère : la violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2009.

⁴⁶ Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- Arendt, Hannah, *Condition de l'homme moderne* [1958], Paris Pocket, 2002.
- Badie, Bertrand, *Quand le Sud réinvente le monde*, Paris, La Découverte, 2018.
- Badie, Bertrand, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014.
- Bauman, Zygmunt, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Fayard / Pluriel, 2011.
- Bonneuil, Christophe et Fressoz, Jean-Baptiste, *L'événement anthropocène : la Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013.
- Boucheron, Patrick, *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017.
- Bourguignon, François, *La mondialisation de l'inégalité*, Paris, Seuil, 2012.
- Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985
- Collectif, *L'âge de la régression*, Paris, Premier parallèle, 2017.
- Cousin, Saskia et Réau, Bertrand, *Sociologie du tourisme*, Paris, La Découverte, 2016.
- Cyrulnik, Boris, « Rien n'est plus simple qu'une pensée complexe », *Hermès, La Revue*, vol. 60, n°2, 2011, p. 39-42.
- Giraud, Pierre-Noël, *La mondialisation. Émergences et fragmentations*, Auxerre, Éd. Sciences humaines, 2008.
- Glaymann, Dominique et Palau, Yves (Coord.), « L'interdisciplinarité dans les études du politique », Dossier, dans *Studia Ubb. Europaea*, LXIII, 2, 2019, p. 7-200.
- Grataloup, Christian, *Le monde dans nos tasses. Trois siècles de petit-déjeuner*, Paris, Armand Colin, 2017.
- Grataloup, Christian, *Géohistoire de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.
- Héran, François, *Migrations et sociétés*, Paris, Collège de France / Fayard, 2018.
- Huntington, Samuel, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- Jorion, Paul, *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, Paris, Fayard, 2016.
- Lecler, Romain, *Sociologie de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2013.
- Levinson, Marc, *The Box. Comment le conteneur a changé le monde*, Paris, Max Milo, 2011.
- Lichtenstein, Nelson et Strasser, Susan, *Wal-Mart l'entreprise-monde*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.
- Mattelart, Armand, *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte, 2017.
- Mauss, Marcel, *Essai sur le don* [1925], Paris, PUF, 2012.
- Michalet, Charles-Albert, *Mondialisation, la grande rupture*, Paris, La Découverte, 2009.
- Michalet, Charles-Albert, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002.
- Milanovic, Branko, *Inégalités mondiales*, Paris, La Découverte, 2019.
- Moreau-Defarges, Philippe, *La tentation du repli*, Paris, Odile Jacob, 2018.
- Morel-Deledalle, Myriame, (dir.), *Connectivités. Cités, villes, mégapoles en Méditerranée*, Marseille, Éditions du Mucem, 2017.

- Morin, Edgar, *Enseigner à vivre*, Arles, Actes Sud, 2014.
- Morin, Edgar et Kern, Anne Brigitte, *Terre-patrie*, Paris, Seuil, 1993.
- Morin, Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Seuil, 1990.
- Morin, François, *L'hydre mondiale*, Montréal, Lux, 2015.
- Picard, Emmanuelle, « Disciplines académiques et cadre institutionnel : réflexions autour du cas français », dans Balz Engler, *Disziplin/discipline. 28 Kolloquium der Schweizerischen Akademie der Geistes und Sozialwissenschaften*. (halshs-01080151), 2014, <<https://core.ac.uk/download/pdf/52302561.pdf>>, consulté le 10 octobre 2018.
- Piketty, Thomas, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.
- Renan, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?* [1887], Paris, Éd. Mille et une nuits, 1997.
- Rosa, Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.
- Sassen, Saskia, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.
- Sennett, Richard, *La culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel, 2006.
- Stiglitz, Joseph, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.
- Veltz, Pierre, *Des lieux et des liens*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012.
- Vitali, Stefania, Glattfelder, James et Battiston, Stefano, « The network of global control », PLoS ONE, 2011, <<http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0025995>>, consulté le 10 octobre 2018.
- Wallerstein, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, Paris, La Découverte, 2009.
- Zucman, Gabriel, *La richesse cachée des nations*, Paris, Seuil, 2013.